

2000 - 68

**Collège Interarmées de Défense  
Ecole militaire de Paris**

Promotion 1998 - 1999

**LA CREATION ET LE DIVORCE DE LA  
TCHECOSLOVAQUIE**

**Mémoire présenté par :**

**COLONEL Josef B E C V A R**  
Armée de Terre  
République Tchèque

**DIVISION A**

<b>Evaluation</b>
-------------------

**AUTEUR :** Colonel BECVAR Josef  
l'armée de terre  
Groupe n° A6

**DOCUMENT :** **memoire de geopolitique**  
Titre de la fiche: « La création et le divorce de la Tchécoslovaquie

Date de rédaction: novembre 1998 - mars 1999

**Idée maîtresse**

Le divorce entre la République tchèque et slovaquie, intervenu à la fin de l 'année 1993, a consacré soixante-quinze année de malentendus qui ont émaillé la courte histoire de la Tchécoslovaquie.

Nom du fichier Word (Becvar.doc)

**ANALYSE :**

Forme

Fond

**BILAN D'ENSEMBLE :**

**PROPOSITION DE SUITE A DONNER**

## **Préambule**

Le 28 octobre 1918 la Tchécoslovaquie apparaît sur des cartes du monde. Le 1<sup>er</sup> janvier 1993 la République tchécoslovaque disparaît des cartes du monde et les deux nouveaux états, la République Tchèque et la République Slovaque commencent leurs nouvelles relations. On a beaucoup parlé du divorce en Tchécoslovaquie. L'intention du mémoire est le rapprochement des événements clés dans l'histoire de la Tchécoslovaquie et le soulignement des raisons principales de la rupture de la Tchécoslovaquie dans un contexte historique. Le divorce n'est pas imprévisible dans le contexte de l'histoire de la Tchécoslovaquie. Chaque étape de la vie de la Tchécoslovaquie comporte des malentendus, qui ne sont jamais considérés comme des obstacles à une existence commune. Le présent mémoire ne peut mettre en évidence tous les malentendus, mais il montre plusieurs points d'histoire, qui ébauchent les solutions futures de cohabitation entre de la communauté Tchèque et Slovaque. L'existence d'un malentendu fondamental entre les deux peuples constitutifs de la Tchécoslovaquie marque toute l'histoire de l'état commun.

La courte histoire de la Tchécoslovaquie est marquée par quatre grandes périodes et des relations entre ses deux parties. Ce sont la période d'avant-guerre et de la création de l'état tchécoslovaque, la période du régime parlementaire de la Première République de Masaryk (1918-1938), la période du régime socialiste (1948-1989) et la période de la transition démocratique, postérieure à l'effondrement du communisme (1989-1992).

## PLAN

1. Introduction
2. La création de l'état tchécoslovaque
3. Le régime parlementaire de la Première République de Masaryk, 1918-1938
4. La seconde guerre mondiale et l'autonomie de la Slovaquie
5. Le régime socialiste, 1948-1989
6. La Révolution de velours et la scission de la Tchécoslovaquie, 1989-1992
7. Conclusion

## **1. Introduction**

Vers la fin du 19<sup>e</sup> siècle, le programme national tchèque a une formulation nouvelle dans le livre de T.G.Masaryk intitulé La question tchèque (1885). En renouant avec les principes de l'humanisme, de la liberté et de l'égalité des nations, chers à la génération de la Renaissance nationale, Masaryk les combine avec la démocratie moderne. La création d'un état indépendant n'est pas encore d'actualité, à son avis. La question tchèque est pour lui une question européenne et il est convaincu que le problème de l'état indépendant reçoit une solution dans le cadre de la progression de la civilisation.

C'est la première guerre mondiale des années 1914-1918 qui offrit aux Tchèques et aux Slovaques les possibilités de la création d'un état indépendant. Les nations tchèque et slovaque sont deux petites nations, c'est-à-dire deux nations faibles qui se trouvent démographiquement au croisement de l'Europe et qui sont entourées par des nations plus grandes, traversées par des courants différents culturels, politiques et religieux.

La création de l'état tchécoslovaque en 1918 est l'expression d'un consensus fragile entre les élites politiques des deux communautés sur la nécessité de se protéger d'un environnement géopolitique jugé instable. La rivalité, en Bohême, entre les nationalismes allemand et tchèque et, en Hongrie du nord, entre les nationalismes hongrois et slovaque, s'est conjuguée à la pression des alliés pour la formation d'un état tchécoslovaque.

## **2. La création de l'état tchécoslovaque**

La Première Guerre mondiale a dévasté le monde entier et a détruit beaucoup de valeurs. Elle a également des répercussions sur l'ancienne composition sociale de tous les pays européens. Elle permet l'émergence de nouvelles couches sociales. Les gens qui s'enrichissent pendant la guerre comblent les rangs des vieilles élites. Face au départ massif des hommes, le rôle des femmes dans la vie, économique et sociale commence à s'affirmer.

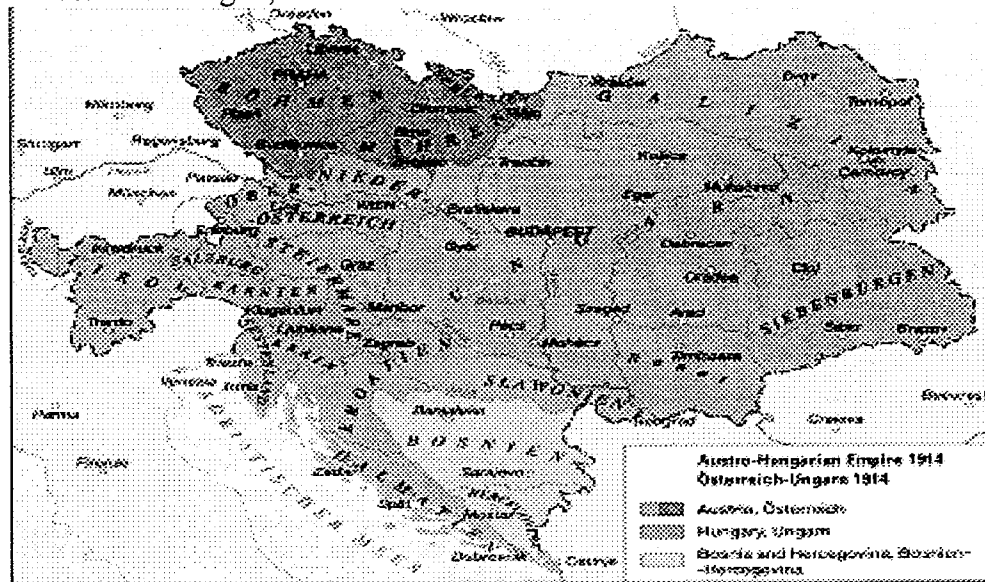
En Russie, le coup d'état bolchevique engendre les mêmes tendances. Les peuples qui vivent sur le territoire de la monarchie habsbourgeoise se constituent en nations indépendantes. L'Allemagne se transforme en une république.

Avant la guerre, les représentants du peuple tchèque et slovaque n'aspirent pas à l'indépendance politique. Ils sont conscients que l'état autrichien n'est pas très favorable aux Slaves, dans un espace où s'affrontent les intérêts de l'Allemagne et de la Russie.

Néanmoins, la monarchie habsbourgeoise change l'opinion aux Slaves surtout après la guerre, lorsque elle commence à se désintégrer pour tomber dans un état de dépendance durable du Reich allemand.. Les difficultés économiques, la favoritisme grandissant à l'égard des Allemands et des Hongrois et les

persécutions de la police contre le peuple tchèque et slovaque, entraînent l'insatisfaction générale. Les relations du peuple tchèque et slovaque avec la Monarchie se dégradent brusquement.

L'Autriche-Hongrie, 1915



Le professeur Tomas Garrigue Masaryk (1850-1937) prend à la fin de l'année 1914 le chemin de l'exil, avec la carte de ce nouvel état dans sa poche où il organise la lutte contre l'Autriche-Hongrie. Son intention est la constitution de l'état indépendant, l'état tchécoslovaque. Il trouve les collaborateurs compétents et enthousiastes: ce sont le politologue Edvard Beneš (1884-1948) et le Slovaque Milan Rastislav Stefanik (1880-1919), officier dans l'aviation française. Avec eux il forme le noyau du Conseil national tchécoslovaque, représentation étrangère des Tchécoslovaques. Parallèlement avec cette action diplomatique, on assiste à la constitution de l'armée tchécoslovaque à l'étranger - des légions. Ce sont les milliers de prisonniers de guerre tchèques et slovaques à tous les fronts de la guerre qui présentent la possibilité de la création des légions. Elles sont constituées en France, en Italie et surtout en Russie. A la fin de la guerre, le nombre des légionnaires tchécoslovaques dépasse la limite de 100 000 hommes. Les actions militaires des légions sur tous les fronts sont appréciées par toutes les puissances de l'Entente.

La plupart des chefs politiques tchèques reste passifs jusqu'au milieu de l'année 1917 où les intellectuels tchèques, les hommes politiques y compris, revendiquent le droit de la nation à l'autodétermination. Au cours de l'année 1918, les forces anti-Habsbourg prévalent dans la politique tchèque, ce qui correspond aux sentiments de la population. En juillet 1918, le Comité national se constitue comme l'organe représentatif de la politique tchèque dans le pays. Le Comité commence à collaborer avec le Conseil national de Masaryk.

Les tendances principales qui se sont dégagées parmi les Tchèques et Slovaques pendant de la création de l'état indépendance sont très différentes. La

première tendance est présentée par la «Société slovaque russe de L'udovit Stur». Elle espère le rattachement direct de la Slovaquie à la Russie, sans se soucier du sort des Tchèques. La seconde tendance présente une dynamique similaire, mais, cette fois-ci, côté tchèque. La troisième tendance s'exprime dans la volonté commune de certains Tchèques et Slovaques de Russie de travailler pour une autonomie slovaque. Mais elle ne précise pas si la Slovaquie autonome reste dans une Hongrie fédéralisée, ou si elle fait partie d'une Autriche fédérale, de la Pologne, d'un état tchéco-slovaque ou même de la Grande Russie. Aux Etats-Unis, parmi les colonies slovaques, cohabitent deux écoles principales. Le groupe des Slovaques de New York, dirigé par Milan Getting, accueille favorablement l'idée d'une collaboration étroite avec les Tchèques, tandis que le groupe de Pittsburgh, dirigé par Albert Mamatey, se prononce pour une Slovaquie autonome à l'intérieur d'une Hongrie fédérale.

Les différences entre les pays Tchèques et la Slovaquie sont très visibles. La société tchèque se trouve fortement différenciée du point de vue social et politique. La nation slovaque est beaucoup plus homogène et sa population est principalement rurale. En 1918 sur le territoire slovaque, avant la guerre, sur un total de 400 personnes, il n'y a pas que 9 personnes de nationalité slovaque, par rapport à 334 de nationalité hongroise et 7 de nationalité allemande. A la différence des Tchèques, les Slovaques ne peuvent pas s'en remettre à une tradition d'état indépendant. En Slovaquie, de toutes les institutions, l'église catholique remporte le plus grand succès, tandis qu'en Bohême, son influence diminue.

En exil, les hommes politiques tchèques considèrent comme indispensable, la formation d'un état commun avec les Slovaques. Mais, c'est le seul moyen de conserver son caractère slave. Dans ces conditions, même les représentants du peuple slovaque acceptent cette décision. Dans la deuxième moitié du 19ème siècle, les Slovaques qui vivent dans les régions nord de la Monarchie austro-hongroise sont soumis à une politique d'hongroise. Le seul soutien efficace auquel ils peuvent prétendre, sont leurs contacts avec les représentants de la vie politique tchèque.

Le 30 mai 1918 à Pittsburgh, les associations de patriotes tchèques et slovaques se sont entendus sur la constitution d'un état commun, dont la forme est caractérisée par une importante autonomie de la Slovaquie. (Dans la déclaration de Turcansky Sv.Martin 30 octobre 1918 les représentants nationaux se prononcent sur un avenir commun aux côtés de la Bohême).

Le 27 octobre 1918 Julius Andrassy, le ministre des Affaires Etrangères de l'Autriche-Hongrie adresse aux Etats-Unis une lettre dans laquelle, il s'efforce de mettre fin à la guerre. Son gouvernement promet de reconnaître les droits des Tchécoslovaques.

Le 28 octobre 1918 après-midi sur la Place Venceslav à Prague, l'indépendance est officiellement proclamée. Le nouvel Etat prend la résolution de créer un état d'ordre et de prospérité.

### **3. Le régime parlementaire de la Première République de Masaryk, 1918-1938**

La prise du pouvoir se passe sans incident aucun et sans effusion de sang. Dans la soirée du même jour, le Comité national proclame la première loi du nouvel Etat. Elle commence par les mots suivants: « L'Etat tchécoslovaque indépendant a commencé son existence ». Le déroulement sans problème du « coup d'état » et la création de la Tchécoslovaquie prouvent que cet événement est bien préparé par la politique tchèque étrangère et intérieure et que la plupart de la population de nos pays veulent un état indépendant. Egalement réussie est « l'édification de l'état » dans les premières années de son existence, par exemple la maîtrise du chaos de l'après-guerre et de la mise sur pied des institutions démocratiques.

Les frontières de l'état tchécoslovaque sont confirmées lors des traités de paix de Versailles (28 juin 1919), de Saint-Germain-en-Laye (10 septembre 1919), et de Trianon (4 juin 1920) conclus entre les pays de l'Entente et les pays vaincus, à la conférence de paix de Paris. Edvard Benes le membre le plus important de la délégation tchécoslovaque, présente les exigences de la Tchécoslovaquie qui sont adoptés par des pays vainqueurs.

La Tchécoslovaquie est fondée sur les idéaux démocratiques et libéraux hérités des révolutions française et américaine. Le 14 novembre 1918, le Comité national prend le nom d'Assemblée nationale révolutionnaire et favorise l'effondrement de la dynastie des Habsbourges. Puis le nouvel état proclame la république. En même temps, il adopte une loi sur la journée de travail de huit heures et Tomas Garrigue Masaryk devient président de la république. Il n'est lié à aucun parti politique. Il est persuadé que la démocratie est la forme politique de l'humanisme. Tomas Garrigue Masaryk invite tous ses citoyens à partager ses positions: « Tous les citoyens de bonne volonté, sans distinction de rang, de religion, de nationalité, ont l'occasion unique de construire un état démocratique exemplaire entièrement dédié aux intérêts de la citoyenneté libre et autonome ». Pour la création de l'état tchécoslovaque démocratique, Masaryk envisage le modèle suisse, c'est-à-dire un état de citoyens égaux en droit et parlant des langues différentes. Masaryk est pleinement conscient du fait que, dans un état multinational du genre de la Tchécoslovaquie de l'entre-deux-guerres, la coexistence pacifique et la collaboration des nationalités et de groupes ethniques ne peuvent se réaliser avec succès que sur la base du respect scrupuleux des droits et libertés civiques de tous les citoyens sans distinction de nationalité.

C'est très important notamment dans les premiers mois de l'après-guerre où la plupart des élites politiques des Allemands vivant en Tchécoslovaquie refuse de reconnaître le nouvel état, s'efforce de réaliser la sécession des régions frontalières qu'ils habitent et de les joindre à l'Autriche allemande dont ils envisagent la création. Pour cette situation extrêmement compliquée, Masaryk propose une issue acceptable pour toutes les parties intéressées. L'orientation de la politique des nationalités est celle à laquelle il se retourne systématiquement pendant toute la durée de sa présidence.

Le 29 février 1920, une Constitution est adoptée. Elle contient une liste des droits et des libertés du citoyen. En même temps une loi est votée garantissant aux minorités l'usage de leur propre langue. Le «tchécoslovaquisme» prétend considérer les nations tchèque et slovaque comme une seule nation. Cette construction politique irrationnelle s'enracine dans la grande parenté des deux langues. Les Tchèques et Slovaques se comprennent sans avoir à apprendre la langue de l'autre et mettent de côté les différences dues à une histoire et à une culture propres à chacun des deux peuples.

#### **4. Seconde guerre mondiale et l'autonomie de la Slovaquie**

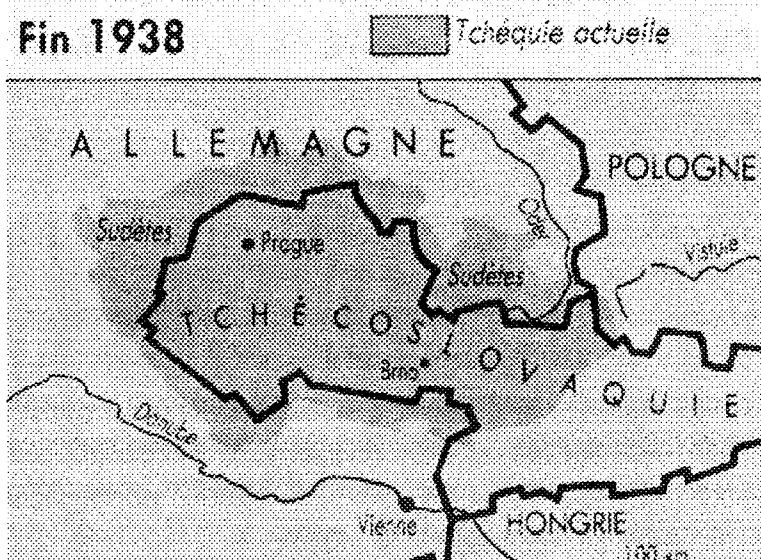
La signature des Accords de Munich par les représentants de l'Italie (Benito Mussolini), de l'Allemagne (Adolf Hitler), de la France (Edouard Daladier) et de la Grande Bretagne (Neville Chamberlain) intègre la Bohême à l'Allemagne dans la nuit du 29 au 30 septembre 1938.

La Tchécoslovaquie veut tenir bon jusqu'au dernier moment. Deux mobilisations de l'armée (le 20 mai et le 23 septembre 1938) présente un soutien unanime et enthousiaste de la grande majorité de la population. Néanmoins, abandonnée par les Alliés la Tchécoslovaquie ne peut prétendre tenir tête à l'Allemagne. Le président Edvard Benes, agissant sous une contrainte extraordinaire et pressé par le temps, décide d'outrepasser ses pouvoirs et, sans consentement du Parlement, prend la responsabilité d'accepter les conditions qui lui sont dictées.

Le 5 octobre 1938, Edvard Benes donne sa démission et deux semaines plus tard, le 22 octobre 1938 il prend un avion à destination de l'Angleterre. A la suite de Munich, une forte déception vis-à-vis de l'Occident et un sentiment de sa propre faiblesse grandit dans le peuple tchécoslovaque. Le traumatisme psychique de cette défaite sans bataille pèse désormais sur la société et sur sa représentation. En acceptant le diktat de Munich, la Tchécoslovaquie s'engage à se retirer des terres qui sont habitées par les Allemands des Sudètes. Dans les mois à venir, la Tchécoslovaquie doit également satisfaire les exigences de la Pologne (la région de Tesin) et de la Hongrie ( le sud de la Slovaquie et la Ruthénie subcarpathique). En tout, la superficie de l'état diminue d'un tiers. Dans de telles conditions, la République ne peut plus de tout se défendre.

Le 6 octobre 1938, le parti populaire slovaque de Hlinka et d'autres partis civiques slovaques se prononcent pour une Slovaquie autonome. Le 7 octobre 1938 un gouvernement slovaque indépendant se forme à la tête duquel est placé Josef Tiso. Plus tard on forme un gouvernement subcarpathique autonome. Ces changements sont confirmés par la loi du 19 novembre 1938 reconnaissant l'autonomie de la Slovaquie et de la Ruthénie subcarpathique. Désormais l'état répond au nom de Tchéco-Slovaquie.

Le 30 novembre 1938 est nommé le chef de l'état tchécoslovaque Emil Hacha, l'ancien président de la Cour Suprême Administrative. Cette nouvelle situation politique exige des changements dans l'organisation de la vie publique. Au regard de la situation politique et économique délicate, on accepte les efforts visant à resserrer l'autorité de l'état



et à limiter les libertés et les privilèges individuels. La Tchéco-Slovaquie fait tout ce est en son pouvoir pour que ses rapports avec l'Allemande restent au beau fixe. C'est surtout Frantisek Chvalovsky, le ministre des Affaires Etrangères, qui fait l'instaurateur de cette politique, qui à vrai dire ne rencontre pas de réponse adéquate. Dans cette situation Hitler utilise les prises de position des séparatistes slovaques qui, avec l'aide des milices de Hlinka gagnent la scène politique slovaque.

Le 14 mars 1939, en conformité avec les exigences d'Adolf Hitler, la diète autonome slovaque proclame l'état slovaque indépendant. (Entre autres, le transfert de la population tchèque est l'un de ses premières décisions).

Parallèlement Emil Hacha se sent obligé de se soumettre à la décision allemande. Le 15 mars 1939 l'armée allemande occupe la terre tchèque et le 16 mars 1939 le Protectorat de Bohême-Moravie est proclamé. L'arrêté d'Adolf Hitler du 16 mars 1939 garantit du protectorat d'autonomie et la gestion propre bien entendu qu'aucune décision ne menace les intérêts du Reich. Le protectorat ne dispose pas d'une représentation propre à l'étranger. En outre, puisqu'un seul parti est autorisé - l'Alliance nationale, il n'existe pas de parlement. Emil Hacha est placé à la tête du Protectorat Bohême et Moravie. Le pouvoir réel appartient au Protecteur du Reich et son administration. Karl Hermann Frank, un Allemand des Sudètes, y occupe une place déterminante.

Les Allemands contrôlent la direction du Protectorat par l'intermédiaire d'organes subalternes - les Landrate (conseils du pays). En outre, sur l'ensemble du territoire du Protectorat opèrent toutes les unités allemandes de police et de sécurité. On commence à appliquer les lois antisémites.

L'existence de deux approches entre les Tchèques et les Slovaques apparaît sur la scène politique pendant la dernière année de la seconde guerre mondiale. Chez les non-communistes tchèques exilés à Londres, la majorité soutient la réunion des Tchèques et des Slovaques dans le cadre d'un état unitaire, c'est-à-dire non fédéral. C'est la continuation de l'idée de Masaryk et de Benes selon laquelle le cours naturel de l'histoire mène à l'unité des nations et que les deux peuples ressentent la nécessité d'appartenir à la même communauté. Benes déclare: « Je vois la question slovaque de façon différent des communistes. Je suis d'avis qu'il faudra décentraliser la future république, mais pas en prenant les nationalités comme critère..... ». A la fin de la seconde guerre mondiale Benes accepte finalement les demandes slovaque pour une reconnaissance de l'égalité de leur nation avec la nation tchèque. Mais en fait la constitution communiste de 1948 ne consacre pas officiellement le modèle symétrique et il faut attendre jusqu'au Printemps de Prague.

## **5. Le régime socialiste 1948-1989**

La République tchécoslovaque de 1945 au 1948, connaît quant à elle une période de semi-indépendance où la politique étrangère est liée à la souveraineté soviétique. Entre 1948-1989, aux côtés des autres nations d'Europe centrale, les peuples tchèque et slovaque entrent dans la guerre froide sous l'emprise de l'empire soviétique. L'indépendance est formelle et la domination du Kremlin est réelle. Dans une telle situation, les Tchèques et les Slovaques ont le sentiment d'avoir toujours à essayer de survivre face à une menace, presque constante de destruction nationale et d'assimilation de leur culture au sein d'une culture plus large.

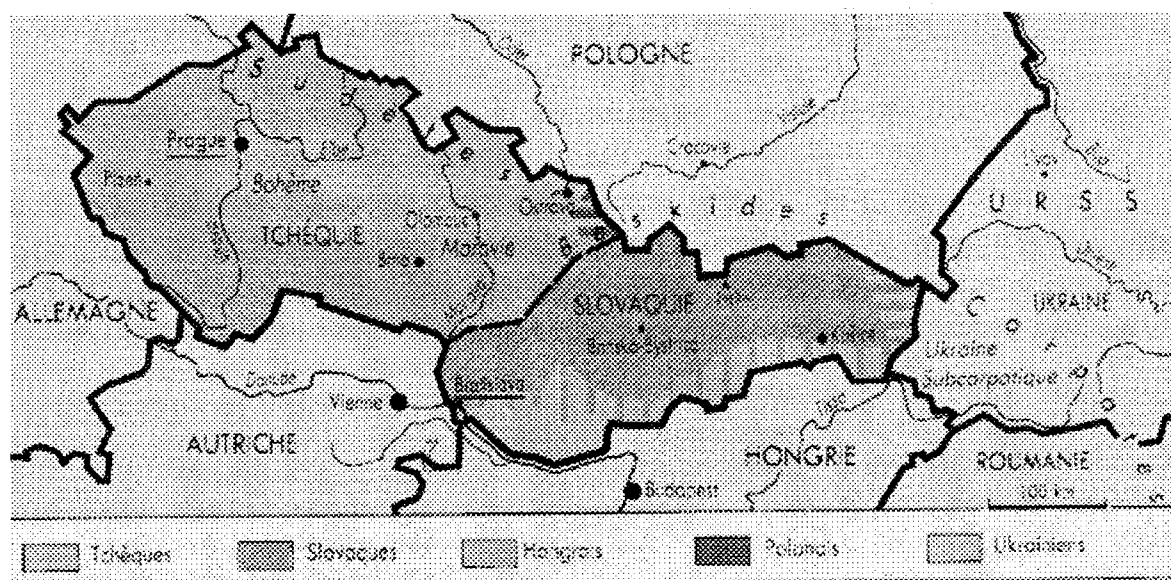
Selon les mots de Vaclav Havel: «Que ce soit dans notre état à nous ou dans un autre état, nous avons vécu, Tchèques et Slovaques, dans une situation de menace et de danger permanents. Nous sommes comme une éponge qui n'a cessé de s'imbiber et d'absorber des impulsions spirituelles et culturelles, nous sommes le lieu où sont nées et se sont formées différentes initiatives européennes».

En mars 1968 commence vraiment le Printemps de Prague. Le 5 mars 1968, le nouveau Secrétaire du Parti communiste le Slovaque réformateur Dubcek met en place les bases de l'état socialiste, en particulier la planification centralisée, la politique étrangère et la place du Parti communiste dans l'état. En

Slovaquie il y a une autre question politique, c'est la place de la Slovaquie dans la République tchécoslovaque.

L'année du Printemps de Prague en 1968 marque apparemment un tournant dans la réponse traditionnellement négative donnée aux réclamations autonomistes et aux tendances fédérales slovaques par les politiques tchèques. Des réformateurs tchèques deviennent des partisans de la fédération de la république au nom du prolongement logique du programme de démocratisation.

Ainsi, là où élites dirigeantes tchèque et slovaque n'ont pu s'accorder sur la question de fédération dans les années vingt et trente et aussi après la seconde guerre mondiale, il se dégage finalement en 1968 un consensus parmi les responsables politiques sur la nécessité d'améliorer la position de la Slovaquie



dans l'état fédéral. Concrètement, cela signifie la fin du modèle asymétrique hérité des lendemains de guerre et son remplacement par un modèle symétrique, autrement dit fédéral. Le programme d'action du Parti communiste de Tchécoslovaquie du mois d'avril formule le premier de ces objectifs en incorporant à la fois la critique slovaque de l'asymétrie et la demande d'une solution fédérale. Dans ce document approuvé par les instances dirigeantes et délibérantes du parti tout entier. Il est reconnu que:

«l'actuel système asymétrique n'est pas en soi capable d'exprimer et d'assurer les relations juridiques de deux nations aux droits égaux....les fonctions des organes nationaux tchèques sont exercées par les organes centraux, hiérarchiquement supérieurs aux organes nationaux slovaques, empêchant ainsi la nation slovaque de participer en toute égalité à la création et à la réalisation de la politique nationale.....Ainsi les organes nationaux slovaques se trouvent avoir une influence marginale sur les mécanismes d'état....».

Réagissant à cette reconnaissance des demandes slovaques par le Programme d'action, le dirigeant communiste slovaque Husak peut déclarer en

avril 1968 que: »Aujourd'hui, l'idée d'une Tchécoslovaquie fédéralisée est généralement acceptée. Même en Bohême, aussi loin que l'on peut l'observer à partir des réunions publiques, des journaux, et des contacts avec les gens, il n'y a pas d'objections sérieuses».

La satisfaction aux Slovaques est donnée en créant un l'état fédéral, organise par la loi constitutionnelle du 27 octobre 1968. La loi est adoptée par le Parlement tchécoslovaque après l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie sur le sol de la Tchécoslovaquie.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1977 est créée à Prague la Charte 77. Elle invite tous les cercles dirigeants de la République Socialiste Tchécoslovaque ( CSSR - le nom de 1960, sous la nouvelle Constitution) à ne pas attenter aux droits de l'homme et à respecter ainsi leurs engagements internationaux.. La Charte 77 souligne les idées principales dans le contexte du dialogue, mené dans un esprit de tolérance et de respect des droits de l'homme.

Ses signataires appartiennent à un groupe formé à la fin de 1976. Ils protestent fortement contre la poursuite en justice des membres et des fans du groupe de musique rock «The Plastic People». Parmi les signataires se trouvent le dramaturge Vaclav Havel, le philosophe Jan Patočka, les écrivains Ludvik Vaculik, Pavel Kohout, des hommes politiques impliqués dans le «Printemps de Prague» comme Jiri Hajek, Zdenek Mlynar, ainsi que 250 autres personnes parmi lesquels on compte les représentants de l'opposition sous toutes ses formes.

Malgré les persécutions dont elle fait l'objet, une sorte d'initiative civique informelle se constitue et elle dure jusqu'à la chute du régime communiste. La Charte 77 n'a une influence importante sur les événements en Tchécoslovaquie. La Tchécoslovaquie dans la deuxième moitié des années 1980 démontre à plusieurs reprises que le socialisme n'est pas le système juste pour tout le monde.

Cependant les postes-clé sont toujours détenus par ceux - là mêmes qui, au début années 1970, s'étaient emparés du pouvoir. Des retouches cosmétiques, comme par exemple le remplacement de Gustav Husak dans sa fonction de secrétaire général du parti communiste de Tchécoslovaquie par Milos Jakes, en décembre 1987 n'ont aucune importance. Le régime est sclérosé et perd toute capacité de réaction efficace. Lorsque Michael Gorbatchev lance ses politiques de perestroïka et de glasnost, les dirigeants tchécoslovaques le regardent avec la suspicion. La politique du parti communiste de Tchécoslovaquie ne connaît officiellement aucun changement, et les citoyens déclenchent les manifestations d'août 1988 (20<sup>e</sup> anniversaire d'invasion de l'armée soviétique), puis au début de 1989, (20<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Jan Palach), puis, le 1<sup>er</sup> mai et 21 août de la même année. Désormais, les actions de repréailles ne parviennent plus à juguler la vague d'opposition. En fait, elles jette un peu plus d'huile sur le feu, tandis que les initiatives des groupes d'opposition trouvent un écho auprès des couches de la population de plus en plus larges.

## 6. La Révolution de velours et la scission de la Tchécoslovaquie, 1989-1992

Le 17 novembre 1989 marque l'anniversaire de l'exécution de neuf représentants tchèques du mouvement étudiant et de la fermeture des universités par les nazis, cinquante ans auparavant. Ce jour à Prague, des comités d'initiatives indépendants d'étudiants appellent à manifester.

La répression brutale de cette manifestation sert de détonateur à l'explosion de l'insatisfaction. Face à l'intervention des forces de répression communistes, l'opinion publique profondément choquée ne peut s'empêcher d'établir un parallèle avec l'intervention nazie. Cet acte est massivement condamné par des protestations et des démonstrations. Des étudiants demandent d'ouverture d'une enquête et la révision du contenu du Parti communiste de Tchécoslovaquie. Certaines structures officielles (le Parti socialiste tchécoslovaque et l'Union de la jeunesse socialiste) et leurs supports (la Parole libre et le Front jeune) restent prudentes et gardent leurs distances face à la violence. On ne peut parler de réelle lutte contre le régime communiste qu'au moment où les étudiants et les théâtres se mettent en grève, entamant la «révolution de velours». Son nom lui vient de son côté non violent grâce au recours aux moyens d'information et de propagande.

Pendant de la «révolution de velours», apparaît le Forum civique. Il comprend des membres de la Charte 77, des étudiants et des intellectuels sympathisants. Il représente le mouvement d'opposition. En Slovaquie apparaît le Public contre la Violence. Quand bien même Alexander Dubcek et d'autres noms liés à la génération de 1968 réapparaissent sur la scène politique, un nom fait l'unanimité: celui de Vaclav Havel. Les manifestations massives des Tchèques et des Slovaques, associées au succès d'une grève générale, expriment l'aspiration au changement d'une majorité écrasante de la population, et à la fin, à l'abolition du pouvoir d'un parti unique. Dix jours environ suffisent à changer la face de l'état.

En 1990, le Président de la République de la fédération tchèque et slovaque déclare devant les représentants du Congrès américain que la meilleure garantie pour l'indépendance de la Tchécoslovaquie est la démocratie en U.R.S.S. Il expose une conviction fondée sur l'histoire selon laquelle les petites nations d'Europe centrale ne peuvent survivre lorsque la tyrannie règne à leurs frontières

Que la crise entre les deux peuples se soit révélée pleinement après novembre 1989 n'est pas surprenant. Les régimes politiques successifs de la Tchécoslovaquie, démocratique dans l'entre-deux-guerres, stalinien entre 1948 et 1968, puis «normalisé» et «consolidé» entre 1969 et 1989, ont toujours refusé de rediscuter en profondeur les principes fondamentaux de l'association des deux peuples. L'année 1989, avec la chute du communisme et du mur de Berlin, crée les conditions pour l'émergence des contentieux entre Tchèques et Slovaques.

C'est vrai que l'existence d'un malentendu fondamental entre les deux peuples de la Tchécoslovaquie marque toute l'histoire de l'état commun.

L'ensemble des sondages effectués au cours de la période post-socialiste 1990-1992 indique que plus de 80 pour cent des populations tchèque et slovaque sont en faveur du maintien d'une structure commune aux Républiques tchèque et slovaque. Deux principaux facteurs - les facteurs géopolitique et économique - jouent un rôle déterminant dans la préférence de la majorité de la population pour le maintien de les liens.

Méditant sur les conséquences d'une séparation, le Premier ministre fédéral Marian Calfa répète à l'automne 1991 ce qu'il a déjà déclaré au printemps 1990:

«Quand vous considérez la situation en termes de géographie, la Bohème est fortement ancrée à l'Allemagne, à l'environnement allemand.

Au sud, c'est l'Autriche, et la plupart de ses frontières à l'ouest, au nord et au sud sont avec l'Allemagne... Le mariage entre la Bohème et la Slovaquie est d'une certaine manière un facteur de compensation. A l'est, la Bohème a la Slovaquie, qui constitue un lien avec les anciennes républiques soviétiques».

En Slovaquie, l'idée d'une séparation complète suscite deux craintes:

-l'appréhension des conséquences géopolitiques de la dislocation de l'ancien grand voisin soviétique,

- et la peur historique de la menace hongroise.

Les mots du président du parlement slovaque, Frantisek Miklosko, prononcés à l'automne 1991 illustrent parfaitement ces appréhensions:

«La Slovaquie a fait de puissants efforts d'émancipation. Il y a cependant le danger posé par la désintégration d'une grande puissance à l'est et l'indépendance possible de la Slovaquie qui mettrait sans aucun doute en marche le nationalisme hongrois... Il est nécessaire de tenir compte de la situation instable dans les pays de l'est et des intentions de leurs fanfarons qui n'hésitent pas à exprimer leurs aspirations pour des révisions frontalières. Nous ne pouvons prendre aucun risque».

Le régime communiste mène pendant quarante années une politique d'industrialisation rapide de la Slovaquie. Une grande partie des nouvelles capacités de production été créés dans l'industrie lourde, les industries extractives et la production d'armes.

Les effets les plus sévères de la réforme post-socialiste pour l'économie slovaque s'illustrèrent par la dégradation de l'ensemble des indicateurs macro-économiques. PNB, la production industrielle (une chute de 24,7 pour cent en 1991 contre 19,7 pour cent en République tchèque), le solde de la balance commerciale et chômage.

A partir du début de 1991, le chômage commence à croître rapidement dans les deux parties du pays, mais avant tout en Slovaquie. Notamment la conversion des industries slovaques d'armements symbolise le conflit entre les

dirigeants de Bratislava et les dirigeants de Prague sur le thème de l'économie. »Un point d'interrogation est en train de se dresser au-dessus des emplois de dizaines de milliers de personnes, explique le Slovaque et vice-Premier ministre fédéral Jozef Miklosko. Quelqu'un d'autre a décidé pour eux que les armes seraient produites en Slovaquie et maintenant c'est encore quelqu'un d'autre qui a décidé que leur production devait être stoppée ».

Lors des discussions constitutionnelles de Trencianske Teplice en Slovaquie occidentale, **en août 1990**, les représentants des gouvernements fédéraux et nationaux tchèque et slovaque, réfléchissent sur l'avenir de l'état. Le Premier ministre de la République slovaque, Vladimir Meciar, fait le compte-rendu suivant des entretiens entre les trois gouvernements:

«Nous avons discuté les problèmes de la création de l'état slovaque et de la création de l'état tchèque. Nous avons analysé toutes les situations possibles qui apparaîtraient dans la sphère des relations économiques, la cassure des économies des deux états, dans la sphère des relations humaines - six cent mille Slovaques vivent en Bohême, plusieurs dizaines de milliers (de Tchèques) vivent avec nous ici. La main d'oeuvre se déplace d'une république à l'autre. Il y a les mariages mixtes. La vision qui s'en dégage est très mauvaise. Nous avons sincèrement dit à nos amis tchèques que la création d'un état slovaque et le soutien à ce slogan en ce moment comme représentation politique de la Slovaquie ne correspond pas aux intérêts de la nation slovaque».

Une partie des cadres et militants du mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) de Vladimir Meciar souhaite obtenir l'accord du parti de Klaus (l'ODS) pour la transformation de la République fédérative en une Union tchéco-slovaque correspondant à la définition juridique de la Confédération. Une association de deux états respecte la souveraineté internationale de ses membres, mais se traduit par la mise en place d'organismes destinés à cordonner leur politique dans un certain nombre de domaines. Largement inspirée du modèle européen de Maastricht, l'union aurait été dotée de compétences dans les domaines économique (une monnaie commune, deux budgets républicains fondés sur les ressources de chacun et finançant les activités de coordination de l'union), commercial (union commerciale et douanière), social (système de protection sociale identique), de défense (deux armées républicaines placées sous un commandement commun) et de la politique étrangère (définition des orientations fondamentales de la politique étrangère et de sécurité extérieure par le Présidents et chefs de gouvernement de chacune des deux Républiques à l'occasion de rencontres périodiques). Tout citoyen de la République slovaque et de la République tchèque aurait été citoyen de l'union. Tout citoyen aurait à ce titre bénéficié, sur le territoire d'un pays tiers où l'état dont il est ressortissant n'était pas représenté, de la protection de la part des autorités diplomatiques et consulaires de l'autre état membre de l'union, dans les mêmes conditions que les nationaux de cet état. Les langues tchèque et slovaque auraient eu les mêmes

droits dans les deux parties de l'union. Un citoyen de la République slovaque doté du statut de résident en République tchèque et vice-versa aurait eu le droit de vote à l'occasion de toute élection organisée sur le territoire de la République dans laquelle il habitait.

**En juillet 1992**, alors que les responsables politiques du Parti civique démocratique signifient leur intention d'aboutir à une division rapide de l'état commun, Vladimir Meciar répète ce qu'il a précédemment dit:

«Nous avons plusieurs craintes, la plus importante est comment allons-nous ajuster les relations tchéco-slovaques, si nous allons arriver à conserver ce qui est raisonnable. Nous ne voulons rien briser. Au contraire, nous voulons préserver ce qui est avantageux, et nos partenaires tchèques le savent très bien. Notre inquiétude est d'être poussé dans un isolationnisme international. Par la faute de quelqu'un d'autre.»

En été 1992, le Premier ministre de la République tchèque, Vaclav Klaus, considérant les implications d'un divorce complet, espère que, «quoiqu'il advienne de l'arrangement constitutionnel, des relations économiques les plus raisonnables et paisibles entre les deux républiques seront préservées..... Je pense que ce serait une tragédie de disloquer ces relations entièrement.»

C'est cependant Bratislava qui, consciente de la situation économique compliquée de la Slovaquie, cherche tout particulièrement à maintenir un niveau élevé de coopération avec la République tchèque dans les domaines politiques et économiques. Comme l'explique à ses interlocuteurs tchèques Vladimir Meciar au lendemain de sa victoire aux élections parlementaires de juin 1992, « nous avons la volonté d'accepter une monnaie et le système entier de nos relations financières, que nous garantirons conjointement. Nous avons la volonté de déterminer une politique économique commune ».

Ni le Mouvement pour une Slovaquie démocratique ni le Parti civique démocratique n'annoncent leur intention de partager le pays en deux états indépendants l'un de l'autre. Sans doute les citoyens de la République tchèque ont élu Vaclav Klaus, qui a présenté un programme fondé sur l'alternative: fédération rationnelle ou deux états indépendants, tandis que le Mouvement pour une Slovaquie démocratique s'est prononcé pour une Confédération de deux états. Les deux partis, dans leurs campagnes électorales respectives, s'étaient néanmoins présentés comme restant attachés au maintien du partenariat tchéco-slovaque.

Le Premier ministre de la République slovaque Vladimir Meciar au sujet de la fin de la Tchécoslovaquie a dit que «le choix démocratique a se fait au moment des élections», ou selon le Premier ministre de la République tchèque Vaclav Klaus ..... « les dernières élections sont le référendum - clé ».

Il est sans doute vrai, comme l'a constaté le Premier ministre tchèque Vaclav Klaus lors de la commémoration, en octobre 1993, de la fondation de la Tchécoslovaquie, que l'émergence de deux Républiques, slovaque et tchèque,

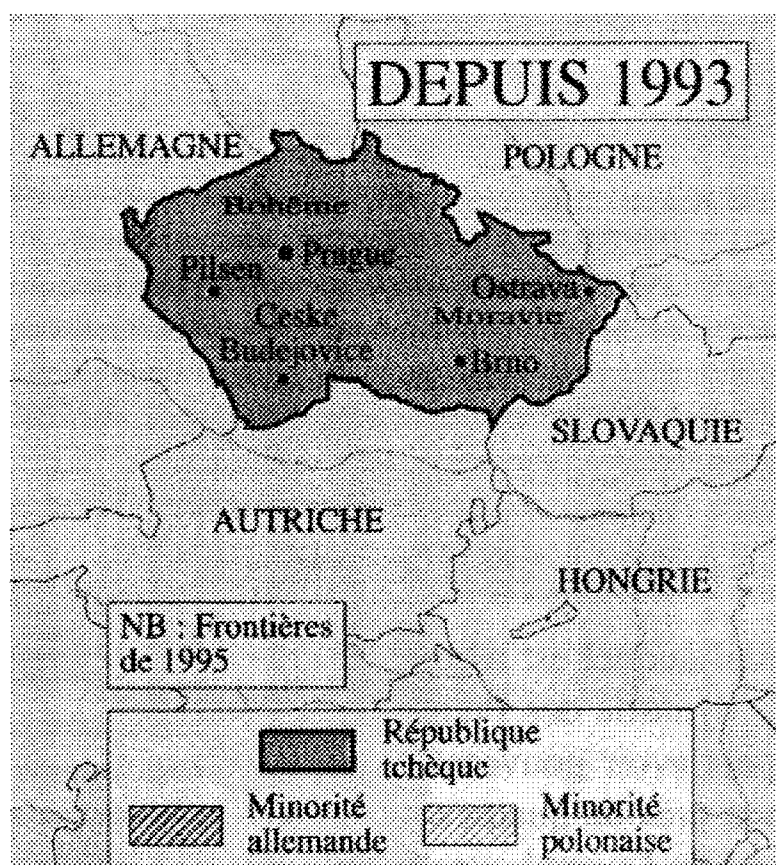
indépendantes l'une de l'autre, sont la conséquence directe du désir d'émancipation de la Slovaquie. La crise qui se manifeste au grand jour entre les Tchèques et les Slovaques après la chute du régime communiste en novembre 1989 et qui aboutit à la séparation du 31 décembre 1992, est toutefois le point culminant d'une séquence historique longue de plus de soixante-dix années, au cours de laquelle les deux groupes ont constamment défendu ce qu'ils considéraient comme leur intérêt national.

La défense des intérêts nationaux a pour cette raison, empiété sur toutes les questions et décisions politiques en Tchécoslovaquie.

Le malentendu entre les deux communautés se situe dans les représentations différentes de l'état tchécoslovaque et de son organisation. Le concept autonomiste ou fédéral, revendiqué par les Slovaques, correspond au dessein de préserver l'intégrité et la spécificité de ce qui est perçu comme le territoire national.

Un certain nombre d'éléments constitue autant d'obstacles à une bonne intégration des deux parties constituantes. La création de l'état commun signifie la position de deux communautés au passé, à la culture, à l'économie, au poids démographique distincts. Avant la formation de l'état tchécoslovaque, les deux peuples qui le composent n'ont jamais appartenu à un même état, si ce n'est aux temps mythiques de l'empire de Grande-Moravie au IX<sup>e</sup> siècle. Au cours des mille ans de vie séparée, les deux sociétés, tchèque et slovaque, ont évolué différemment. En 1918, la structure économique et politique de la société tchèque est moderne, différenciée (bourgeoisie, ouvriers, paysans, partis politiques) et la conscience nationale est partagée par presque tous ses membres. En Hongrie du nord, tant le progrès économique que la vie politique sont restés étrangers à l'immense majorité des populations slovaques.

Ces différences jettent les bases du dualisme tcheco-slovaque. Dès le début de l'état commun, la Slovaquie se retrouve en position déséquilibrée,



démographiquement, économiquement, culturellement et politiquement, par rapport aux pays tchèques. La société tchèque est plus élaborée que la société slovaque.

## 7. Conclusion

La fin de l'état commun des Tchèques et des Slovaques est fatale. Immédiatement après le divorce du côté des gens et des commentaires médiatisés tchèques, la réponse est évidente. Ce sont les Slovaques qui ont voulu la destruction de la Tchécoslovaquie. Au contraire, une majorité de Slovaques pensent les Tchèques coupables. Mais aujourd'hui est clair que la disparition de l'état tchécoslovaque était la résultante d'une multiplicité de facteurs qui s'agglomérant et agissent sur la genèse, la persistance et l'intensification du problème de l'ajustement des relations entre les deux principales communautés constituant la Tchécoslovaquie. A cela s'ajoutent d'autres plus spécifiques au contexte politique du lendemain des législatives de juin 1992.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1993, la Tchécoslovaquie a disparu des cartes du monde et deux nouvelles républiques se sont constituées en raison du résultat des élections en 1992, des problèmes économiques, politiques et des volontés nationales.

Si la constitution de la Tchécoslovaquie a été la conséquence de la Première Guerre mondiale, la division de la Tchécoslovaquie et la naissance de la République Tchèque et la République Slovaque est le résultat de la décision politique à l'intérieur de l'état.

## Annexe 1 : TEMOIGNAGES ACTUEL

### **Katerina Frodlova, économiste et juriste qui vit à Londres, 50 ans**

Pour mon travail, je viens souvent à Prague et aussi en Slovaquie, deux fois par an, dans les petites villes ou à la montagne. Je pense que les relations entre Tchèques et Slovaques ne se sont absolument pas rafraîchies. J'ai au contraire l'impression que les Slovaques ont la nostalgie de la Tchécoslovaquie. Je pourrais témoigner de bien des occasions où les Slovaques avaient les larmes aux yeux de m'entendre parler en tchèque et m'ont manifesté leur amitié.

Je voudrais mentionner un grand regret: l'absence de la langue slovaque

dans les mass médias tchèques. Je crains que ma fille ne comprenne pas à l'avenir le slovaque, ce qui lui est déjà arrivé quand, à Londres, elle a rencontré un groupe d'enfants slovaques. Cela semble incroyable à ceux de ma génération, qui ont cinquante ans. Dans une ou deux générations, le slovaque risque d'être ressenti comme une langue réellement étrangère.

### **Lubomir Liptak, historien slovaque, 67 ans**

Pour moi, la fin de la Tchécoslovaquie a été définitivement entérinée avec les propos de l'écrivain tchèque très connu, Ludvik Vaculik, quand il a inventé le terme «d'argentoduc», pour suggérer le mouvement des finances tchèques allant soutenir la Slovaquie du temps de fédération.

Réagissant à notre étonnement à l'idée que les deux républiques ont dressé entre elles une frontière, tandis que se constitue l'Union européenne sans frontières, un diplomate tchèque de haut rang, très au fait de la situation actuelle, nous a déclaré:

«La frontière est un problème secondaire, c'est une affaire technique, un symbole; elle est facilement franchissable et pour les Tchèques, et pour les Slovaques. Sa justification essentielle est le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée».

..... Je ne suis pas sûr que la séparation se soit faite trop brusquement ou trop tôt. La situation était plus que mûre pour cela. Mais je suis d'accord pour penser qu'elle est survenue d'une façon inorganique et que les Slovaques ont été en vérité rejetés de la fédération commune. Je ne sais pas s'il y avait une possibilité réelle pour continuer à vivre dans un état commun.

**Kamila Mouckova, journaliste, 69 ans**

Je n'ai pas été en Slovaquie depuis longtemps. J'ai d'abord été très malheureuse de notre séparation. Mais avec le temps qui passe, je me persuade que c'était sans doute une bonne chose. Je pense que le peuple slovaque doit trouver son identité. Les Slovaques avaient l'impression que les Tchèques les exploitaient, que leur pays était la colonie tchèque, ceci à juste titre jusqu'à un certain point. J'ignore quand ces deux pays seront intégrés à l'Union européenne, mais je pense que leurs liens amicaux subsisteront.

**ANNEXE 2 : Evolution des projets constitutionnels du dirigeant slovaque**  
**Meciar, 1990-1992**

juin 1990	juin 1992
La fédération est composée de deux entités qui sont égales en droit et qui cèdent à la fédération ces droits qui sont mutuellement avantageux pour l'une et l'autre	Demandes inchangée. La structure commune est composée de deux Etats sujets de droit international.
Les deux Républiques doivent avoir une constitution	Demande inchangée
Un traité d'état, fixant la répartition des compétences républicaines et fédérales, doit être signé entre les deux Républiques; la Constitution fédérale respectera ce traité	Demande inchangée
Les compétences fédérales sont limitées au minimum et comportent notamment: -défense nationale -politique étrangère -coordination économique -une monnaie commune mais deux banques centrales	Demande inchangée  Demande inchangée Demande inchangée Demande inchangée
Un président et vice-président fédéral: le vice-président est aussi le représentant de l'autre république	Un président fédéral, un vice-président fédéral et deux présidents républicains

**ANNEXE 3 : Typologie des habitants de la Slovaquie selon leur approche envers l'arrangement constitutionnel et leur perception de leur relation avec les Tchèques par l'institut pour l'analyse sociale de l'université Komensky de Bratislava**

Types	Relation avec les Tchèques	Solution	Importance (en pourcentage des sondés)
Radical	Injustice, oppression	Etat indépendant slovaque, ou confédération	7%
Fédéraliste	Communauté avec le groupe tchèque, faible sentiment d'injustice	Fédération	35%
Confédéraliste	Méfiance, communauté lâche avec les Tchèques	Confédération	17%
Fédéralo-confédéraliste	Méfiance, oppression	Etat commun avec des attributs de souveraineté pour la Slovaquie	23%
Indécis	Communauté avec le groupe tchèque, refus de modèle de l'état de Tiso	Fédération ?	8%

**ANNEXE 4 : Comparaison structurelle des Républiques tchèque et slovaque**  
**en 1992**

	République tchèque	République slovaque
PIB (1992, mds de couronnes)	771	282
Emplois (milliers, 1992)	4 766	2 160
Pourcentage dans :		
l'agriculture	8	9
l'industrie	36	33
la construction	9	10
les services	47	48
Commerce (1992)	% du PIB	
Exportations, pourcentage dans :		
alimentation	9	8
matières premières	7	6
énergie	6	1
chimie et produits manufacturés intermédiaires	42	54
machinerie et équipement pour la transport	25	17
autres biens	12	14
Importations, pourcentage dans :		
alimentation	8	5
matières premières	6	7
énergie	16	29
chimie et produits manufacturés intermédiaires	20	18
machinerie et équipement pour le transport	21	32
autres biens	9	8

Orientation du commerce (1992)		
Exportations, en pourcentage :		
vers les pays d'Europe de l'Est	12	13
vers l'ancienne U.R.S.S.	9	17
vers les pays occidentaux	68	54
Importations, en pourcentage :		
des pays d'Europe de l'Est	6	7
de l'ancienne U.R.S.S.	18	36
des pays occidentaux	70	51
Industrie d'armement (en pourcentage de la production totale)	35	65
Taux de chômage (mars 1993), % de la population active	2,9	12

**ANNEXE 5 : Conceptions tchèque et slovaque du réarrangement constitutionnel, 1990-1992**

	Conception tchèque	Conception slovaque
Politique étrangère -élaboration et conclusion des traités -représentation au sein des organisations internationales	Compétence fédérale	La fédération doit se limiter à des activités de coordination: la Slovaquie devrait pouvoir signer des traités avec des sujets de droit international et être représentée au sein organisations internationales
Défense de L'état	Compétence fédérale	Commandement commun mais deux armées républicaines
Politique sociale	Compétence fédérale	Compétence républicaine en coopération avec les autorités fédérales
Transports et télécommunications	Compétence fédérale	Compétence républicaine
Sécurité de L'état -police -lutte contre la drogue et le terrorisme	Compétence fédérale	Compétences mixtes Polices républicaines Coordination fédérale
Economie: -un seul marché -libre mouvement des biens et des personnes -détermination des règles économiques fondamentales -détermination des politiques macro-économiques, budgétaires et fiscales	Compétence fédérale	Coordination fédérale Coordination fédérale Coordination fédérale  Compétence mixte  Compétence mixte (les deux Républiques participent à l'élaboration des politiques qui tiennent compte des spécificités régionales)

-organisation du système financier	Monnaie fédérale Banque fédérale	Une monnaie unique avec une banque centrale dans chacune des deux Républiques
-organisation du système de douane	Compétence fédérale	Compétence fédérale
-politique des prix	Compétence fédérale	Compétence mixte

## ANNEXE 6 : CHRONOLOGIE, 1918-1992

### LA PREMIERE REPUBLIQUE, 1918-1992

1918	<p><b>28 octobre.</b> Proclamation de la République tchéco-slovaque à Prague.</p> <p><b>30 octobre.</b> Le Conseil national slovaque proclame l'adhésion des Slovaques à la République tchécoslovaque.</p> <p><b>14 novembre.</b> Une Assemblée nationale provisoire est formée et élit Masaryk Président de la République.</p>
1920	<p><b>29 février.</b> Adoption de la Constitution. La République tchéco-slovaque devient la République tchécoslovaque.</p>
1921	<p><b>Mai.</b> Fondation du Parti communiste tchécoslovaque.</p> <p>Proposition de loi sur l'autonomie déposée par le Parti populaire slovaque de Hlinka rejetée par parlement tchécoslovaque.</p>
1927	<p>Modification du système d'administration locale avec la création de trois régions administratives dont une se trouve en Slovaquie.</p>
1927-1929	<p>Participation du Parti populaire slovaque de Hlinka à deux gouvernements de coalition..</p>
1930	<p>Proposition de loi sur l'autonomie déposée par le parti populaire slovaque de Hlinka.</p> <p>Rejetée.</p>
1931	<p>Crise économique en Slovaquie et dans les pays tchèques.</p>
1935	<p>Masaryk est remplacé par Benes à la Présidence de la République .</p>
1937	<p><b>Septembre. Mort de Masaryk..</b></p>
1938	<p>Proposition de loi sur l'autonomie déposée par le Parti populaire slovaque de Hlinka, rejetée une nouvelle fois par le parlement tchécoslovaque.</p>

### LA SECONDE REPUBLIQUE, 1938-1939

1938	<p><b>30 septembre.</b> La conférence de Munich livre à Hitler les régions tchèques à population allemande, soit 38 pour cent du territoire total de la Bohême-Moravie.</p> <p><b>5 octobre.</b> Démission de Benes de la Présidence de la République. Benes part en exil et est remplacé par Emil Hacha.</p> <p><b>Novembre.</b> Annexion de la partie méridionale de la Slovaquie par les Hongrois conformément à l'arbitrage germano-italien de Vienne.</p> <p><b>Novembre.</b> La loi tchécoslovaque sur l'autonomie slovaque qui consacre la fédéralisation de l'état commun désormais dénommé Tchécoslovaquie.</p>
------	--

1939	<b>Mars.</b> Partition de la Tchéco-Slovaquie. Création d'un Protectorat de Bohême-Moravie et <<indépendance>> slovaque à la suite d'un ultimatum de Hitler. Tiso devient le Président de la République slovaque.
------	---

### LA SECONDE GUERRE MONDIALE, 1939-1945

1943	<b>Décembre.</b> Formation de l'organe de résistance slovaque, le Conseil National Slovaque, associant communistes et non communistes.
1944	<b>Août.</b> Déclenchement de l'insurrection slovaque, écrasée par l'armée allemande.
1945	<b>Mai.</b> Soulèvement de Prague. Libération du pays par les troupes alliées.

### LA TROISIEME REPUBLIQUE, 1945-1948

1945	Retour triomphal à Prague de Benes consacré Président de la République tchécoslovaque. <b>Avril.</b> Accord de Kosice octroyant l'autonomie à la Slovaquie.
1946	<b>Mai.</b> Elections parlementaires. Succès du Parti communiste dans les pays tchèques. Le communiste Gottwald devient Premier ministre. Expulsion de la minorité allemande.
1948	<b>Février.</b> «Coup d'état de Prague». Le Parti communiste de Tchécoslovaquie s'empare du pouvoir.

### LA «CONSTRUCTION DU SOCIALISME», 1948-1968

1948	<b>Mai.</b> Loi constitutionnelle du 9 mai qui fait de la Tchécoslovaquie une « démocratie populaire ». <b>Juin.</b> Démission de Benes auquel succède à la Présidence de la République Gottwald.
1953	<b>Mars.</b> Mort de Gottwald. Novotny devient le chef du Parti communiste de Tchécoslovaquie.
1954	Accusation de nationalisme bourgeois contre Husak et Novomesky. Période des procès staliniens.
1957	Novotny cumule le poste de Secrétaire Général du Parti communiste de Tchécoslovaquie et de Président de la République.
1960-1967	Déstalinisation. Changement dans l'encadrement du Parti tant dans les pays tchèque qu'en Slovaquie, libéralisation de la littérature et du cinéma, réhabilitation du dirigeant slovaque Husak.

## LE PRINTEMPS DE PRAGUE, 1968

1968	<p><b>Janvier.</b> Novotny est remplacé par le Slovaque Dubcek.</p> <p><b>Avril.</b> Programme d'action du Parti communiste de Tchécoslovaquie dans lequel le Parti communiste de Tchécoslovaquie s'engage à transformer le régime en socialisme à visage humain. Aux relations tchéco-slovaques est accordée une place importante. La fédéralisation de l'état socialiste en deux Républiques, une tchèque, une slovaque, est envisagée.</p> <p><b>Août.</b> Intervention des troupes des forces du Pacte de Varsovie. Occupation de la Tchécoslovaquie.</p> <p><b>Octobre.</b> Fédéralisation de la Tchécoslovaquie.</p>
------	--

## LA NORMALISATION, 1969-1989

1969	<p><b>Janvier.</b> Entrée en vigueur des lois constitutionnelles établissant l'état fédéral.</p> <p><b>Avril.</b> Le Slovaque Husak remplace Dubcek à la tête du Parti communiste de Tchécoslovaquie.</p>
1970	Lois constitutionnelles recentralisant la fédération socialiste.
1975	Husak cumule le poste de chef du Parti communiste de Tchécoslovaquie avec celui de Président de la République socialiste.
1977	Création de la Charte 77. Havel signataire.
1987	Le Tchèque Jakes remplace Husak à la tête du Parti communiste de Tchécoslovaquie. Husak reste Président de la République socialiste de Tchécoslovaquie.
1988	<b>Octobre.</b> A la session plénière du Comité Central du parti communiste de Tchécoslovaquie est soumis le projet de remplacement de la constitution amendée de 1960.
1989	<p><b>Novembre.</b> Manifestation contre le régime communiste.</p> <p><b>Décembre.</b> Fin du monopole du pouvoir du Parti communiste de Tchécoslovaquie.</p>

## LA TRANSITION DEMOCRATIQUE, 1989-1992

1990	<p>Havel nommé Président de la République tchécoslovaquie.</p> <p><b>Avril.</b> La Tchécoslovaquie devient la République Fédérative Tchèque et Slovaque.</p> <p><b>Juin.</b> Election parlementaires. Petr Pithart devient Premier ministre de la République tchèque. Vladimir Meciar est le nouveau Premier ministre de la République slovaque. Marian Calfa conserve son poste de Premier ministre de la République Fédérative Tchèque et</p>
------	---

	<p>Slovaque. Havel réélu Président.</p> <p><b>Juillet.</b> Meciar lance l'idée d'un contrat d'état entre les deux Républiques. Rejet par les Tchèques.</p> <p><b>Août.</b> Discussions constitutionnelles entre représentants tchèques et slovaques dans la ville de Trencianske Teplice.</p> <p><b>Décembre.</b> Loi constitutionnelle modifiant la répartition des pouvoirs entre la Fédération et les Républiques tchèque et slovaque.</p>
1991	<p>Aucun progrès dans les discussions constitutionnelles.</p> <p><b>Février.</b> Carnogursky relance l'idée d'un contrat d'état entre les deux Républiques. Nouveau rejet des Tchèques.</p> <p><b>Mars.</b> Célébration de l'état slovaque indépendant en Slovaquie. Incident à Bratislava lors de la visite de Havel avec les séparatistes du Parti National Slovaque.</p> <p><b>Avril.</b> Meciar est démis de son poste de Premier ministre pour être remplacé par Carnogursky. Meciar fonde son propre mouvement, le Mouvement pour une Slovaquie démocratique.</p> <p><b>Septembre.</b> Le Conseil National Slovaque est saisi par un certain nombre de députés pour que soit déclarée la souveraineté de la Slovaquie. Rejet de la demande.</p> <p><b>Novembre.</b> Mort de Gustav Husak.</p> <p><b>Décembre.</b> Le Premier Ministre de la République tchèque, Pithart, se dit prêt à accepter un arrangement de type confédéral. Adoption des budgets fédéral et républicains.</p>
1992	<p><b>Février.</b> Quasi-accord sur un Traité inter-républicain fixant la répartition des pouvoirs entre le centre fédéral et les deux Républiques. Finalement rejeté par les Slovaques.</p> <p><b>Juin.</b> Elections parlementaires. Victoire en Slovaquie de Meciar et victoire de Klaus dans les pays tchèques. Signature d'un accord entre les deux hommes sur la « partition » de la République-fédérative tchèque et slovaque.</p> <p><b>Juillet.</b> Vaclav Havel n'est pas réélu à la Présidence de la République fédérative tchèque et slovaque. Proclamation de la souveraineté de la Slovaquie par le Conseil National Slovaque.</p> <p><b>Septembre.</b> Adoption de la Constitution slovaque.</p> <p><b>Octobre.</b> Signature de l'accord sur l'union douanière entre la République tchèque et la République slovaque.</p> <p><b>Novembre.</b> Décès accidentel d'Dubcek sur l'autoroute Bratislava-Prague.</p> <p><b>Décembre.</b> Adoption de la Constitution tchèque.</p> <p><b>31 décembre à minuit: fin de la Tchécoslovaquie.</b></p>

Littérature

1. La nouvelle Alternative, N°49 - mars 1998, N°48 - décembre 1997
2. Les pays Tchèques 1918 - 1994, Jiri Pokorny, Editions Prah
3. Le divorce Tchéco-Slovaque, L'Harmattan, Collection « Pays de l'Est »
4. Les aspects économique du divorce de la Tchécoslovaquie, Oldrich Dedek, Fortuna 1997